



LES VÉRITABLES SAUVAGES

Macron et son gouvernement, prenant la suite de la campagne engagée par le Rassemblement national (RN), se sont lancés dans une surenchère de démagogie sécuritaire. Projet de loi contre le « séparatisme », reprise du vocabulaire de l'extrême droite sur « l'ensauvagement de la société » : tout est bon pour masquer la gestion calamiteuse de la crise sanitaire et les attaques portées par les capitalistes contre le monde du travail.

Une campagne mensongère

Pendant tout l'été, les mouvements d'extrême droite ont instrumentalisé des faits divers sordides en les reliant à l'immigration. Pourtant, les études statistiques ne montrent pas d'augmentation de la délinquance au cours des derniers mois ou années. Dès lors, cette campagne aurait pu rester cantonnée aux réseaux de la fachosphère.

... reprise par le gouvernement

Mais depuis la fin de l'été, on voit le gouvernement surenchérir sur la démagogie sécuritaire et raciste du RN. Macron accuse de menées « séparatistes » les manifestants antiracistes ayant participé au mouvement international suite à la mort de George Floyd aux États-Unis. Darmanin se saisit du même vocable et prépare une loi, présentée comme un rempart à « la guerre civile », contre le séparatisme « islamique ». Et la démagogie xénophobe du ministre de l'Intérieur devient criminelle : il pousse le cynisme jusqu'à interdire des distributions alimentaires aux migrants à Calais.

Comme ses prédécesseurs, Darmanin est tout juste bon à parader, protégé de ses robocops, le temps de quelques photos, dans des quartiers souffrant du chômage, de la misère et des trafics qui en découlent, comme il l'a fait à Grenoble le 26 août dernier. Tout ça c'est du spectacle ! Aucune mesure contre l'injustice sociale. La population de ces quartiers n'a rien à attendre des politiciens pour résoudre les réels problèmes auxquels elle fait face.

La première des violences

Pour Macron et consorts, la question n'est pas là. Pointer la prétendue violence des classes populaires leur permet surtout de détourner l'attention de celle, structurelle et bien plus envahissante, des capitalistes et des États à leur service. Ce sont eux qui, par leurs licenciements programmés, chez Renault, Nokia, Auchan, General Electric, etc., brisent des vies et plongent familles, quartiers et villes dans la pauvreté. C'est pour alléger leurs cotisations et impôts que l'hôpital et la sécu ont été dépecés, avec les conséquences dramatiques révélées par la crise sanitaire actuelle. C'est leur police raciste qui traque et harcèle les migrants, les laisse mourir en Méditerranée, tue et mutile dans les manifestations et les quartiers. Ce sont leurs gouvernements qui refusent d'accueillir les 12 000 réfugiés du camp de Moria de l'île grecque de Lesbos. La voilà la première des violences ! Les voilà les véritables sauvages !

À nous d'imposer notre agenda politique

Face à l'urgence de la crise sanitaire et sociale actuelle, le monde du travail n'a pas à se faire dicter son agenda politique par ces sauvages qui nous exploitent et nous gouvernent, mais a tout intérêt à imposer le sien :

- un million d'embauches dans les services publics ;
- l'interdiction des licenciements et des suppressions de postes ;
- le partage du travail entre tous sans perte de salaire pour en finir avec le chômage ;
- au moins 300 euros d'augmentation des salaires par mois pour toutes et tous, et toutes les mesures nécessaires pour préserver notre santé, celle de nos anciens et celle de nos enfants.

Pour cela, il faudra retrouver le chemin des mobilisations collectives. Celle des gilets jaunes de samedi dernier était un premier modeste échauffement. La grève du jeudi 17 septembre pourrait constituer une nouvelle étape dans ce sens en nous permettant d'exprimer nos revendications.

Si ce bulletin t'a plu, fais le circuler ! Si ce bulletin t'a plu, fais le circuler ! Si ce bulletin t'a plu, fais le circuler !

Ça va comme un lundi

Lundi, à Paris 15, nous nous sommes retrouvés noyés sous le courrier. Ce n'est pas la première fois, car si le courrier n'est plus distribué le samedi, la charge se reporte sur nous le lundi... Et ça ne risque pas de changer si la direction refuse d'embaucher.

Pour l'instant, elle promet de lisser le courrier. Mais en continuant d'appliquer la politique de sous-effectif permanent de La Poste, on voit mal comment ce serait possible.

Les effets d'annonce de la direction confirment que si nous voulons défendre nos conditions de travail, nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes.

Prime raccourcie

La Poste avait prévu une prime de 300 euros maximum, rapidement dégressive selon la présence durant le confinement. Mais les intérimaires viennent de découvrir que, pour eux, c'est 100 euros max, même s'ils ont été présents tout du long.

On voit bien là le peu de valeur qu'accorde La Poste à notre santé aux uns et aux autres...

Le sous-effectif continue

Wahl a annoncé « *avant la crise, nous comptions embaucher 3 500 facteurs, nous ne le ferons pas* ». Nous voilà prévenus, l'intention de La Poste c'est de nous faire bosser encore plus, puisque nous serons toujours moins nombreux à faire le travail.

La Poste, « entreprise citoyenne » ?

Il y a un domaine où l'épidémie a été, selon Wahl, « *une formidable opportunité* » : c'est le colis. La Poste en a livré 25 % de plus que pendant la même période en 2019 et a gagné des parts de marché.

Si le PDG présente la distribution des colis comme une aubaine, il ne parle jamais de ceux qui font le boulot : des travailleurs corvéables à merci. Car derrière le prétendu « modèle social » de La Poste, il y a tout un système d'exploitation à travers une sous-traitance en chaîne. Cela permet à la Poste de prétendre qu'elle n'a aucune responsabilité dans les conditions de travail déplorables de ces travailleurs.

Tout comme elle fait semblant d'ignorer que certains sont sans papiers : il aura fallu une longue occupation de travailleurs sans papiers devant l'agence Chronopost d'Alfortville pour qu'ils obtiennent une régularisation, La Poste refusant de reconnaître qu'ils travaillaient pour elle.

Épidémie ou pas, ces travailleurs ont continué à bosser coûte que coûte (pas question pour eux de s'absenter même une journée sous peine d'être virés), quitte à risquer leur vie pour des salaires de misère, afin d'augmenter les parts de marché de La Poste.

Derrière les grands discours, il y a ceux dont les dirigeants de La Poste ne parlent jamais. À nous d'exiger qu'il soit mis fin à ce qui est ni plus ni moins une forme d'esclavage moderne.

De l'argent, il y en a dans les poches des Mulliez

Auchan a annoncé la suppression de 1 475 postes sur l'ensemble du territoire. Un plan de licenciements qui s'ajoute aux 500 emplois déjà supprimés début 2020, et aux milliers d'autres détruits au fil de ces dernières années.

Ce géant de la distribution, qui affiche des bénéfices en hausse, a perçu, entre autres subventions, 500 millions d'aides publiques sous forme de CICE depuis 2013.

Mais pour les actionnaires et la famille Mulliez, propriétaire du groupe et sixième fortune française avec 26 milliards d'euros en poche, qu'importe la vie de milliers de familles, il faut augmenter encore la rentabilité et les bénéfices !

Pompiers pyromanes

La semaine dernière, le camp de réfugiés de Moria, sur l'île grecque de Lesbos, a été ravagé par les flammes. Plus de 12 000 personnes y étaient enfermées dans des conditions sanitaires déplorables, aggravées par les restrictions liées à la Covid-19. Les voilà sans le moindre abri ni protection.

Depuis, Macron et Merkel jouent les bons princes en claironnant qu'ils se tiennent prêts à accueillir une poignée d'entre eux. Mais c'est bel et bien le refus des grandes puissances européennes d'ouvrir leurs frontières à ceux qui fuient la misère et la violence qui crée cette situation.

Faites ce que je dis, pas ce que je fais

80 000 tonnes : c'est la quantité de pesticides interdits dans l'Union européenne parce que trop toxiques qui sont chaque année exportés par des industriels... de l'Union européenne. Des tonnes d'atrazine, une substance polluante qui peut provoquer le cancer, sont ainsi produites en France et expédiées en Ukraine pour produire du maïs qui finit dans nos assiettes.

Les responsables européens se défendent en rejetant la faute sur les pays importateurs. Ça ne les empêche pas d'autoriser chaque année de nouvelles exportations.

Manifestons nombreux jeudi !

Le gouvernement distribue des milliards au patronat qui licencie par milliers. Pendant ce temps, c'est toujours le régime sec dans les hôpitaux et les écoles. Contre cette politique anti-ouvrière :

Grève et manifestation jeudi 17 septembre

Départ de République à 14h

